

N'est pas Zola qui veut, Mr Mirabeau !

Notre maire a-t-il perdu son inspiration ? Son blog est presque mort ! Il faut dire que, fin juin, il a fait très fort : il s'est pris pour Zola et a voulu comparer Eric Woerth et Alfred Dreyfus.

Quel toupet ! Quel contresens ! Quel détournement du sens de l'histoire !

Je ne serais pas étonné, qu'après de telles 'contorsions intellectuelles', il se soit fait une crampe au cerveau, ce qui expliquerait son quasi-silence depuis cet article !

Situations comparées d'E Woerth et A Dreyfus :

Notre maire UMP, reprenant les thèses des 'porte-flingues' aux ordres de l'Elysée, voudrait nous faire croire que, comme A Dreyfus en son temps, E Woerth est accusé sans preuves ou par de faux témoignages. Avant de passer en revue une série de casseroles trainées par cet ex Ministre des Finances-Trésorier de l'UMP, on peut quand même s'étonner de vouloir comparer un Ministre toujours en exercice (en tout cas lors de la diffusion de ce texte !) et un bagnard !

En effet, on a d'un côté E Woerth, défendu par le pouvoir en place, qui ne fait d'ailleurs toujours pas l'objet d'une enquête par un juge indépendant (il faut dire que Sarkozy lui-même ne sait pas ou ne veut pas savoir la différence entre un procureur, dépendant hiérarchiquement directement du gouvernement qui soutient E Woerth et un juge d'instruction indépendant qui pourrait faire une véritable enquête). Quelques journalistes, malgré d'incessantes intimidations par le pouvoir, mais avec un soutien de plus en plus fort du public, tentent de montrer que de lourdes présomptions de conflit d'intérêt pèsent sur E Woerth.

De l'autre, A Dreyfus, simple militaire débutant, accusé, jugé, mis en prison, enfin, envoyé au bagne, par le pouvoir de l'époque. Un écrivain de talent, mais isolé au départ, a fini, à force de courage, par obtenir la réhabilitation d'A Dreyfus, véritable victime d'une erreur judiciaire, voire d'un complot raciste.

On voudrait nous faire croire que les 2 sont des 'victimes' et que leurs sorts sont comparables. Que je sache, E Woerth vit toujours dans les palais ministériels parisiens : est-ce vraiment le bagne ? Quand on voit le nombre de personnes prêtes à renier leurs convictions, et à renoncer à toute dignité à force d'ânonner bêtement les « plans de com' » pondus par les crânes d'œuf du cabinet de l'Elysée, pour glisser, ne serait-ce qu'un orteil, dans ces palais, ça ne doit pas être si insupportable !

Mais Mr Mirambeau, comme ses compères de l'UMP assez souvent, plutôt que répondre sur le fond, préfère 'pleurnicher' que les Socialistes sont vraiment très méchants avec leurs questions trop 'difficiles' (pauvre Calimero ?)! E Woerth lui-même tente de nous faire croire que sa vie est devenue un 'enfer'. A Dreyfus, lui, a toujours su rester digne et, par exemple, n'a jamais voulu accuser l'armée en tant qu'institution.

N'oublions pas non plus que le PS a depuis longtemps prévenu E Woerth que le cumul des fonctions de trésorier du parti au pouvoir et de ministre des finances était source de conflits d'intérêt. Le 9 décembre 2009 à l'assemblée Nationale, le député PS Christian Eckert demande à Eric Woerth si les fonctions de ministre des comptes publics sont compatibles avec celles d'animateur du club des financeurs de l'UMP. Réponse de l'intéressé : « il n'y a pas de problème, ... Je ne sais pas ce que vous essayez de démontrer au travers de votre question stupide mais j'aurais du mal à y répondre autrement que comme cela. » cf le texte complet en annexe, ainsi que le lien vers dailymotion pour la version vidéo : à cette époque, ce ton méprisant d'E Woerth montrait qu'il se sentait invulnérable et qu'il pouvait tout se permettre ! Mais le mépris est souvent un 'boomerang' ! En tout cas, là encore, rien à voir avec la dignité qu'a toujours su garder A Dreyfus.

Les 'corrompus' de l'UMP :

Mais, sur le fond, en quoi consiste donc cette 'affaire' Woerth ? C'est tout simplement le 'révélateur' de la profonde corruption qui rôde parmi de nombreux membres de l'UMP depuis longtemps!

Petit florilège, non exhaustif, de ces leaders UMP (ou ex RPR) corrompus, avec des affaires ayant des similitudes ou des points communs 'troublants' avec celles de Woerth :

Michel Roussin, ministre sous Balladur, mis en examen en novembre 1994, il bénéficie d'un non-lieu en 1995. A cette époque, la droite 'claironnait' alors que son ministre était 'innocent', qu'il n'aurait pas du démissionner et le comparait aussi à Dreyfus ! Mais, en 2005, il est finalement condamné pour « complicité et recel de corruption » et mis en prison ! Ce qui montre bien que, souvent, un 'non-lieu' ne démontre pas l'innocence, mais seulement qu'on n'a pas (encore ?) trouvé de preuve, ce qui est assez différent, même s'il serait difficile de donner un statut juridique à cette différence.

Pierre Bédier, président UMP du Conseil Général des Yvelines lorsqu'il doit démissionner après avoir été condamné en appel puis en cassation le 20 mai 2009 pour corruption et recel de biens sociaux. Lui aussi avait commencé par bénéficier d'un non-lieu en avril 2002.

Jacques Chirac, qui vient de nous inventer un nouveau slogan : j'ai un procès, je paye (et encore, pas lui tout seul !), mais je ne suis pas coupable ! Ca prouve quand même qu'on a eu un 'délinquant' comme président de la république pendant des années et qu'il était 'intouchable' grâce à ce statut particulier du président. La corruption concernait donc le plus haut sommet de l'Etat, on imagine l'effet de 'gangrène' que cela a pu avoir ! (avec des sentiments du genre : si lui l'a fait impunément, pourquoi pas moi ?). La responsabilité des militants UMP qui ont accepté ou toléré cette 'république bananière' est écrasante.

Le financement de partis politiques est bien le point commun qui relie toutes ces affaires : détournement de contrats publics dans différentes affaires (lycées de la région parisienne, HLM de Paris, ...) pour Pierre Bédier et Michel Roussin, emplois fictifs de la Ville de Paris pour Jacques Chirac (Michel Roussin semble lui aussi impliqué).

Or, sur le fond, l'affaire, ou plutôt, les affaires Woerth soulèvent toutes des doutes ou des questions sur le financement 'réel' de l'UMP, au-delà de la 'façade' légale, et sur le rôle de son trésorier.

Combien vaut une légion d'honneur ?

Pour l'instant, la seule 'faute' avérée qu'on reproche à E Woerth serait son mensonge flagrant sur la demande de légion d'honneur pour Patrice De Maistre, l'employeur de sa femme. Après avoir nié l'avoir demandée, et avoir prétendu que cette légion avait été attribuée à P De Maistre en sa qualité de Chef d'Entreprise, il reconnaît maintenant l'avoir demandée pour 'reconnaitre les mérites d'un donateur de l'UMP' (difficile de nier, maintenant que des journalistes ont retrouvé et publié la lettre du ministre !) Il faut dire qu'attribuer une légion d'honneur pour un Chef d'entreprise dont la société, Clymène, est en perte tous les ans depuis 2006 et qui n'a créé aucun emploi, à part celui de la femme du ministre, c'est une sacrée insulte pour les autres chefs d'entreprise !

Pour se défendre, E Woerth prétend que demander une légion d'honneur est une action 'banale' (je suppose que c'est censé justifier son 'oubli' ?). Je serais curieux de connaître l'avis des autres 'légionnaires' sur cette 'banalité' ! Personnellement, j'ai toujours pensé que cette distribution de 'médailles en chocolat' par le gouvernement était devenue de plus en plus 'folklorique' et les critères d'attribution de moins en moins liés à l'honneur, au mérite, et aux services rendus à la France, mais plutôt liés aux services rendus au parti du pouvoir ou la 'proximité' avec le pouvoir, ce qui est nettement moins glorieux ! Mais, comme ça ne semble coûter à l'Etat, qu'une médaille et moins de 10 Euros par an de pension (pour les premiers grades en tout cas), ça m'a toujours laissé indifférent ! A moins qu'une légion d'honneur donne droit à d'autres avantages 'occultes' que j'ignore, du genre, suppression de certains PV routiers ? J'espère que mes doutes sont injustifiés, mais, avec l'UMP, plus rien ne m'étonnerait !

Par ailleurs, si E Woerth a vraiment réussi à obtenir un emploi fictif à 300 000 Euros par an pour sa femme, en l'échange d'une simple 'médaille en chocolat', ça n'est pas très moral, c'est quand même avec l'argent de l'état, mais on pourrait presque applaudir le funambule ! Ce serait sans doute l'une des affaires de corruption les moins coûteuses pour les finances publiques, malheureusement, on va voir par la suite que le ministre est mis en cause dans des affaires beaucoup plus 'ruineuses' pour l'Etat. Pour ceux qui contesteraient l'aspect 'fictif' de l'emploi de Mme Woerth, il suffit de consulter les bilans des dernières années de la société Clymène pour avoir de sérieux doutes sur ses compétences en gestion, en tous cas, je la déconseille en tant que 'conseillère financière' ! (je le rappelle : en perte tous les ans depuis 2006, Clymène ne doit sa survie légale qu'à des recapitalisations régulières par sa société 'mère', Thetys, dont l'unique actionnaire est toujours la même Mme Bettencourt).

Les 'affaires' Woerth :

Maintenant, au-delà de cette petite affaire de 'mensonge' sur la légion d'honneur de De Maistre, examinons les 'vraies' affaires Woerth.

Commençons par l'affaire Woerth Bettencourt et les faits que tout le monde peut vérifier.

Sur n'importe quel site boursier,

(http://www.boursorama.com/profil/resume_societe.phtml?symbole=1rPOR par exemple) on peut vérifier que Liliane Bettencourt possède 30% de L'Oréal soit, 180 000 000 actions. Avec un dividende de 1,5 € par action en 2009 elle a donc 270 M € de revenu en 2009 (au moins 200 M € par an depuis 2007).

Elle devrait payer au moins 135 M€ d'impôts pour que le bouclier fiscal, limitant les impôts à 50% des revenus puisse s'appliquer ! Or elle a avoué elle-même, publiquement, avoir payé 400 M€ d'impôts en 10 ans, soit 40M€ par an en moyenne. Certains journalistes estiment même que cette moyenne cache en fait une forte baisse depuis l'application du bouclier fiscal en 2006. Malgré ce faible montant d'impôt (loin d'atteindre les 50% de ses revenus pour pouvoir justifier l'application du bouclier fiscal), elle a bénéficié de 30M € de remboursement par l'Etat sans que le ministre des finances ne soupçonne la moindre anomalie ! On peut se douter, vu les sommes en jeu, que de 'puissants experts' en 'optimisation fiscale' (euphémisme pour éviter de parler de 'fraude fiscale légale' !), ont permis d'obtenir ce résultat tout en respectant la loi, mais en exploitant au maximum ses failles. Cependant, il existe un délit, en France, nommé 'abus de droit', qui peut permettre de 'corriger' les effets pervers et les failles des lois, mais, le cumul des fonctions de ministre des finances et de trésorier du parti au pouvoir, recevant des dons substantiels de la part de ces riches contribuables, doit provoquer des 'amnésies' très ciblées ! Par exemple, imaginons que vous déclarez 5000 euros de rente pour votre grand-mère dans le besoin, pour les déduire de vos revenus et réduire vos impôts, mais que, dans le même temps, votre grand-mère, finalement, pas tellement dans le besoin, vous fait un don de 5000 Euros exonéré d'impôts : vous pensez avoir fait une belle opération 'd'optimisation' fiscale, mais, croyez-vous vraiment, qu'en cas de contrôle fiscal, (ou même avant ?), l'administration ne dira rien ? Si vous vous appelez Liliane Bettencourt, ou, plus généralement, si vous faites partie du 'Premier Cercle' des donateurs de l'UMP, ce qui vous permet de connaître 'personnellement' le ministre-trésorier, vous ne risquez rien, sinon, le redressement pour 'abus de droit' vous pend au nez !

Mais, cette affaire Woerth-Bettencourt, ce n'est pas seulement ce soupçon de 'complaisance' envers une riche donatrice de l'UMP (bouclier fiscal injustifié, mais aussi ile Daros et comptes en Suisse non déclarés...), ce sont aussi les révélations d'une comptable qui a pu prouver à la police que plusieurs retraits de 50 000 Euros en liquide ont été fait auprès de banques parisiennes, en particulier, en période de campagnes électorales. Si vous avez cette somme, essayez de la retirer en liquide auprès de votre banque ! Si vous insistez beaucoup, la banque finira peut-être par céder : en principe, vous avez le droit de faire ce que vous voulez de votre argent, et, pendant la crise financière, il semble que beaucoup de retraits en liquide ont eu lieu. Mais, en sortant de la banque, regardez bien autour de vous : des dizaines d'agents de TRACFIN vont vous traquer et vous demander des comptes au moindre écart. En effet, il n'y a pas beaucoup de raisons pour faire des retraits en liquide et l'Etat va vous soupçonner soit de fraude à la TVA, pour des achats en liquide, soit de fraude aux charges sociales pour des salaires versés en liquide, soit de corruption pour des commissions versées en liquide ou pour financement illégal de parti politique. Sauf si vous vous appelez Liliane Bettencourt : dans ce cas, pas un juge ne lèvera le petit doigt, car, pas un seul ne sera chargé d'enquêter ! Si vous faites partie du 'Premier Cercle' des donneurs de l'UMP, la probabilité de voir un juge devrait être faible là aussi.

Affaire Woerth-hippodrome de Compiègne :

La presse accuse Eric Woerth d'avoir bradé pour 2,5 millions d'euros un domaine de 58 hectares comprenant une parcelle de la forêt de Compiègne (Oise), un golf et l'hippodrome, lorsqu'il était ministre du Budget. M. Woerth avait alors vivement contesté l'interprétation du Canard enchaîné.

Le journal satirique a publié une lettre de l'ex-ministre de l'Agriculture Hervé Gaymard, refusant la vente sollicitée par la société locataire du lieu. Dans ce courrier daté du 13 août 2003 et adressé à l'ex-président de la Société des courses de Compiègne, Armand de Coulange, M. Gaymard refuse de vendre le domaine, estimant qu'elle "n'est pas possible" du point de vue légal.

Interrogé par l'AFP, M. Gaymard a confirmé l'existence de cette lettre mais a affirmé n'avoir "aucun commentaire à ajouter".

Pour sa défense, E Woerth a affirmé que cette vente était un 'acte de bonne gestion' et une 'bonne' affaire pour l'Etat, car il ne touchait qu'un loyer 'dérisoire' pour ce domaine ! Il fallait oser : l'Etat est spolié depuis des années avec ce loyer dérisoire, on nous explique qu'en le spoliant une bonne fois par cette vente, l'Etat fait une bonne affaire ! Pourquoi n'y a-t-il pas eu de mise en concurrence ou d'appel d'offre ? Qui rendra l'argent aux contribuables et quand ?

Affaire Woerth-César :

L'héritage de l'artiste-sculpteur César, mort en 1998, a fait l'objet de plusieurs enquêtes pour fraude, en raison de soupçon de ventes non déclarées d'œuvre d'art. Un redressement fiscal de 20 Millions d'Euros est donc appliqué en 2000.

Mais, il suffit qu'Alain-Dominique Perrin, encore un 'généreux donateur de l'UMP' s'occupe du dossier, et le ministre E Woerth accorde un dégrèvement (restitution) d'impôt de 27 Millions ! Pour récompenser son efficacité, ce généreux donateur a lui aussi eu droit à la 'médaille en chocolat' en 2009 (commandeur de la légion d'honneur). Pour plus de détails, cf article de Rue89 en annexe.

Affaire Woerth-Martigny-Pleyel :

Hubert Martigny, ancien fondateur et PDG d'Altran, et, lui aussi, donateur UMP, achète la salle de concert Pleyel en 1998 pour 9 Millions d'Euros, fait des travaux pour 30 Millions, loue la salle à l'Etat, puis la revend 60 Millions en 2007 avec l'accord et la signature d'E Woerth. C'est peut-être une plus-value 'normale' dans l'immobilier sur cette période, mais, pourquoi l'Etat rachète cette salle alors qu'elle va perdre de la valeur suite à une autre décision de l'Etat (un autre ministre peut-être ?) de construire une nouvelle salle de concert à Paris ? Pour plus de détails, cf article de Libération en annexe (qui 'oublie' quand même de signaler les 30 Millions de travaux !).

Affaire Woerth-Wildenstein

Daniel Wildenstein, un grand et riche collectionneur de tableaux de maîtres, meurt en 2001. Là encore, l'héritage fait l'objet d'enquête pour fraude et dissimulation d'œuvre d'art. Là encore, un 'généreux donateur du Premier Cercle' reçoit une légion d'honneur en 2009 : l'héritier Guy Wildenstein qui évite ainsi tout redressement fiscal. Pour plus de détails, cf article de Libération en annexe.

Conclusion :

Dans toutes ces affaires, tout se passe comme si le ministre E Woerth accordait avec une grande 'complaisance' le bénéfice du bouclier fiscal ou d'un dégrèvement fiscal, dans l'attente (ou l'espoir ?) d'un retour d'ascenseur sous forme de don pour le trésorier de l'UMP, E Woerth. Autrement dit : l'argent public des impôts passerait par la poche de ' fraudeurs ' pour revenir en partie dans les caisses de l'UMP ! C'est combien le pourcentage de commission pour ce type de service ?

Alors, bien sur, on n'a pas de preuves, en tout cas, pas encore, mais, tant qu'un juge indépendant ne sera pas nommé, on ne risque pas d'en trouver !

Quand autant d'articles sont écrits dans la presse sur autant d'affaires, il est possible, et même probable qu'il y ait parfois des exagérations, voire des erreurs, et on peut compter sur les 'porte-flingue' de l'Elysée et la presse 'complaisante' pour les exploiter en les utilisant pour discréditer tout le reste. C'est déjà ce qui s'est passé quand, sous la pression des policiers, la comptable de Mme Bettencourt s'est partiellement rétractée sur une partie de ses témoignages, tout en maintenant le reste de ses déclarations. Comme par hasard, les résultats de l'audition de la comptable, qui auraient du rester confidentiels si on respectait le secret de l'instruction, ont été rapidement rendu publics, mais dans une présentation volontairement 'tronquée', et on a tenté de nous faire croire qu'il n'y avait plus d'affaire puisque le témoin s'était rétracté. On en a profité pour tenter de discréditer la comptable et mettre en doute sa fiabilité.

Pourtant, quand, dans une affaire judiciaire, on a trouvé un suspect qui a eu 'l'opportunité' et qui a un 'mobile' pour commettre un crime, les policiers pensent en général que leur travail est déjà bien avancé, le suspect doit donc s'attendre à passer des moments difficile. Mais, E Woerth, qui, en tant que ministre des comptes publics, avait 'l'opportunité' de la complaisance fiscale, et, en tant que Trésorier de l'UMP, le 'mobile' pour trouver le financement de campagnes électorales coûteuses, peut dormir tranquille, ou, en tout cas, pas en garde à vue : il ne risque rien, car, on le répète, aucun juge indépendant n'a été nommé, donc, aucune enquête 'sérieuse' n'a été ouverte !

E Woerth a prétendu avoir une 'tête' d'honnête homme, parfaitement incorruptible. Il semble bien qu'il soit plutôt devenu un 'totem', symbole de la profonde corruption qui règne à la tête de l'Etat, et qui permet de mobiliser des millions de personnes dans les rues ! Quand on a un tel 'totem', on essaie de le garder le plus longtemps possible en haut des affiches, ce qui explique la discrétion des députés PS à l'assemblée nationale.

Alors, pendant combien de temps la droite va-t-elle nous garder ce 'totem' bien en vue ?

Mr Mirambeau va-t-il continuer à le soutenir comme fin juin et retrouver son inspiration?

Noel Daurian, le 22 septembre 2010

